



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE

DE CUBA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE L'AMBASSADE DE FRANCE À LA HAVANE

N° 11 – Avril 2023

Editorial

Et maintenant ?

Il serait difficile de le nier mais la crise économique s'installe à Cuba. Alors que l'année 2022 a profondément marqué le pays, les premiers mois de 2023 n'ont pas fondamentalement changé la donne. Les biens de consommation continuent de se raréfier, le taux de change informel augmente et les files s'allongent. Dernier exemple en date, les graves pénuries d'essence à travers le pays qui pénalisent à la fois les ménages et les particuliers en entraînant inévitablement un ralentissement de l'économie.

Cuba n'a toujours pas retrouvé son niveau de PIB d'avant le COVID. Dans ce contexte, que faire ? Les autorités avaient pris la mesure du problème dès l'été 2022 en annonçant plusieurs réformes sur le plan monétaire et la reprise d'une convertibilité partielle. De nouvelles réformes avaient été annoncées pour aider au développement des MIPYMES (micro, petites et moyennes entreprises) dans le pays et dont on peut voir qu'elles ont apporté une bouffée d'oxygène en créant de nouveaux canaux d'approvisionnement. Néanmoins, et non sans lien avec le processus électoral en cours, de nombreuses annonces tardent à se matérialiser. Il est peu dire que la charge de travail qui s'annonce pour sortir le pays de la crise à venir sera colossale, alors que de plus en plus de Cubains tombent dans la pauvreté en raison d'un renchérissement sans précédent du coût de la vie dans un contexte mondial d'inflation.

De son côté, la France poursuit sa coopération bilatérale au service du développement local et des populations. La ligne de garantie aux exportations gérée au nom de l'Etat par la Banque publique d'investissement, Bpifrance, permet de maintenir à ce jour l'approvisionnement de l'île en blé. Les projets de développement dans des secteurs prioritaires comme l'agriculture, la santé ou les transports prennent forme et les entreprises françaises qui ont fait le choix de rester à Cuba continuent leurs activités tout en tentant de s'adapter aux difficultés.

Alors que la pression des sanctions américaines sur l'île demeure inchangée, il est plus que jamais nécessaire d'engager les réformes économiques dès à présent, afin de redonner au pays des perspectives de retour de la croissance le plus rapidement possible. Ce retour à la croissance est fondamental pour les jeunes du pays qui continuent à émigrer en masse, faute de perspectives d'avenir. A Cuba, tout est possible et nous ne pouvons qu'espérer des temps meilleurs.

Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (p)
PIB nominal (Mds \$)	100,1	103,4	107,4	22,7	25,3	27,3
PIB/Habitant (\$)	8 830	9 140	9 070	2 020	2 260	2 430
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,3%	1,3%	3,2%	3,8
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	11,9%	152%	60%	36,8%
Taux de chômage moyen	1,7%	1,2%	1,4%	2,8%	3%	2,6%
Solde public / PIB	-8,3%	-6,5%	-18,3%	-11,7%	-10,3%	-9,0%
Dette publique / PIB	53,5%	56,7%	65,3%	147%	136,2%	129,4%
Dette extérieure totale / PIB	30,9%	30,3%	27,1%	130,2%	118,4%	109,4%
Solde de la balance courante (M\$)	1 237	2 392	879	-1 300%	-1 183%	- 861%
Exportations françaises (M€)	194	165	113	136	108	-
Importations françaises (M€)	27	24	16	24	21	-
Solde commercial bilatéral (M€)	167	142	98	112	87	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	708	921	1197

Sources : Tableau indicatif élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises. Concernant les estimations pour l'année 2022 et les prévisions pour l'année 2023, tous les calculs ont été réalisés sur la base d'un taux de change à 1 USD/24 CUP. En effet, l'unification monétaire et cambiale du 1^{er} janvier 2021 n'a pas vraiment permis de lever les distorsions des prix pour présenter une image plus fidèle de l'économie cubaine, et un nouveau taux de change officiel a été rétabli (1/120), même si 1/24 reste le taux de référence pour la comptabilité nationale.

L'actualité économique cubaine

Volet économique de la 6^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP) de décembre 2022

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire s'est tenue en décembre dernier et a clôturé la IX^e législature. 2022 a été une année chargée en agenda législatif avec l'approbation de quatre lois qui visent à réformer le pays. Cette session parlementaire a permis de faire le bilan global et de mettre en avant les principaux indicateurs économiques, ainsi que de se projeter sur les grands chantiers pour l'année 2023.

Quelques faits marquants de l'année 2022 impactant la vie sociale et économique :

- L'explosion de l'Hôtel Saratoga à La Havane faisant 47 morts ;
- L'incendie du dépôt pétrolier de Mantanzas, faisant au moins 17 victimes et plus de 140 blessés, et impliquant des dommages colossaux en termes économiques ;
- L'Ouragan Ian, qui a touché principalement les provinces occidentales de Cuba, faisant également plusieurs victimes et causant des dégâts matériels. L'agriculture de la zone a été fortement touchée avec des pertes de 9 000

hectares de production agricole, dont 6 000 ha de bananes. Le réseau électrique a été touché, bloquant l'ensemble du pays sur plusieurs jours et occasionnant de longues files d'attentes pour s'approvisionner en alimentation.

Une année difficile avec une stabilité économique et financière limitée

Lors de son intervention à la 6^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée Nationale Populaire (ANPP), le ministre cubain de l'Economie, Alejandro Gil, évoque « une année difficile » pour décrire l'année 2022. Même si la situation économique du pays tend à s'améliorer depuis les années de pandémie, l'année 2022 n'a pas répondu aux attentes économiques. Au cours de la dernière séance de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, le ministre a confirmé que les objectifs de 2022 n'ont pas été tenus. La croissance aurait ainsi atteint +2% en 2022, contre l'objectif annoncé de +4%. Avec

l'objectif affiché de +3% pour 2023, la situation devrait demeurer complexe pour le pays qui enregistre, fin 2022, des niveaux de PIB inférieurs à ceux de 2019. Pour mémoire, le PIB cubain avait plongé de 11% en 2020, la contraction la plus importante depuis la « période spéciale », suite à la chute de l'URSS.

Concernant l'inflation, le ministre Gil a reconnu que le pays se confronte à de hauts niveaux d'inflation (40 % entre octobre 2021 et octobre 2022). Le déficit de production, l'enrichissement illicite et la pénurie de devises sont autant de facteurs explicatifs. Ce manque de devise sur le territoire a exacerbé le marché informel de change et entretenu une spéculation forte. Redonner de la transparence au marché de devise pourrait permettre de retrouver une stabilité dans le but d'augmenter l'offre interne et aussi l'exportation et de diversifier les sources d'accès à la devise tout en réduisant la dépendance au secteur du tourisme. En effet, aujourd'hui, la disponibilité des devises sur le territoire dépend en grande partie de l'arrivée de touristes sur l'île. Or, les difficultés de ce secteur subsistent malgré une reprise post-covid.

Tendances sectorielles de l'année 2022 :

Malgré une légère reprise cette année par rapport à l'année 2021, l'objectif de 2,5M de touristes fixé pour 2022 a dû être revu à la baisse, pour tabler sur une estimation de 1,7M de visiteurs (-32% par rapport aux prévisions initiales). Pour 2023, les autorités ont annoncé un objectif de 3M de touristes. Au niveau sectoriel, les exportations de biens tels que le nickel, les cigares, le rhum, le miel et les produits de la pêche seraient revenues aux niveaux d'avant la pandémie, avec 816M USD de revenus supplémentaires. Mais, ces résultats sont encore loin de ceux de 2019. Dans le secteur de l'énergie, le déficit de production électrique se confirme, avec une production de 2 420 GWh de moins que planifié (consommation de diesel de 600 000 tonnes contre un plan de 909 000). Néanmoins, le ministre a souligné l'impact positif des stratégies mises en place par le gouvernement qui, combinées à la diminution des températures, seraient à l'origine des réductions des coupures de courant depuis fin novembre.

Cuba mise sur l'ouverture du secteur privé pour restructurer le pays

Depuis 2021, le gouvernement cubain a montré sa volonté de changement. Une place de plus en plus importante est accordée au secteur non-étatique par le biais de l'ouverture législative à la

création d'entreprises privées. Cette évolution entend dynamiser les moyens de production et faciliter la restructuration économique du pays. En juin 2022, une série de nouvelles mesures économiques a été prise par le gouvernement cubain pour restructurer le pays, telles que :

- Promouvoir le développement des entreprises pour impulser le commerce de gros grâce à l'investissement étranger ;
- Promouvoir de manière sélective, la création d'entreprises mixtes dans le cadre de la loi sur les investissements étrangers pour gagner en efficacité sur les activités de commerce de détail ;
- Encourager ces entreprises à préfinancer les producteurs nationaux qui remplissent les conditions pour devenir fournisseurs.

Ainsi, le secteur des nouveaux acteurs économiques est en plein essor. 5 895 PME (dont 72 étatiques) ont été créées, représentant près de 100 000 emplois. Toutefois, malgré ce dynamisme, le bilan de l'année indique que 480 entreprises étatiques ont été déclarées en perte, fin 2022, et 83 prévoient des pertes pour 2023. A noter, les autorités indiquent que, dans certains cas, il ne s'agit pas d'entreprises inefficaces mais elles auraient été impactées par le *plafonnement des prix* qui ne leur permettrait pas de couvrir leurs coûts d'importation notamment.

Pour l'année 2023, les députés ont approuvé le Plan de l'économie pour 2023 qui vise à tendre vers plus d'efficacité et de rapidité dans les objectifs de développement. Aussi, le ministre pose quelques principaux objectifs à atteindre. Il entend travailler à la stabilisation de la situation macroéconomique du pays, au rétablissement d'un marché de change de la devise étrangère qui devra faire le lien entre l'accès des acteurs économiques au marché de change et le schéma centralisé du financement et de la répartition des devises. Parmi les objectifs, 2023 devrait permettre à l'Etat cubain de poursuivre la consolidation du système électrique cubain et de manière plus générale relatif au fonctionnement du pays, il est question de réduction des inégalités, d'appuyer la décentralisation et l'autonomie des municipalités ainsi que de travailler à la transformation de l'entreprise étatique socialiste.

Sailé Ruiz Tudó et Amélie Nolar
saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr
amelie.nolar@dgtresor.gouv.fr

Deux ans après l'investiture de Joe Biden, le statu quo demeure sur le plan économique.

L'élection de Joe Biden en novembre 2020 avait suscité de nombreux espoirs pour les Cubains. En effet, la précédente administration avait rompu avec la politique d'ouverture engagée par Barack Obama, Donald Trump ayant fait adopter une série de sanctions supplémentaires : activation en mai 2019 du titre III de la loi Helms-Burton¹, restriction des voyages non familiaux, réduction drastique des vols entre les deux pays et interdiction des escales des navires de croisières américains. Ces mesures ont notamment impacté le secteur du tourisme, grand pourvoyeur de devises. Par ailleurs, l'inscription en janvier 2021 de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme a renforcé l'isolement financier de l'île. Même si l'actuelle administration américaine a montré quelques signes d'ouverture, de nombreuses restrictions à la mobilité et au commerce demeurent.

L'investiture de Joe Biden : la désillusion des Cubains dans un contexte de crise économique

Malgré la vague d'espoir que son élection avait suscitée, le président démocrate n'a levé aucune des mesures adoptées par son prédécesseur lors de sa première année de mandat. Ainsi, l'inscription de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme dans les derniers jours de l'administration Trump a été maintenue. Cette mesure, outre son impact sur les transferts financiers, impacte négativement le secteur touristique et notamment celui provenant d'Europe. En effet, les touristes se rendant à Cuba se voient par la suite privés du visa électronique américain (ESTA).

A cette situation s'ajoute une crise économique sans précédent depuis la « période spéciale », entraînant une immigration massive des Cubains : plus de 300 000 Cubains sont entrés sur le territoire des Etats-Unis en 2022. De nombreux habitants de l'île ont également choisi d'émigrer vers l'Europe et notamment l'Espagne, qui a parallèlement assoupli sa loi conférant la nationalité aux descendants d'Espagnols.

Sans qu'il soit possible d'établir avec certitude les intentions initiales de Joe Biden, la sévère répression des manifestations à Cuba en juillet 2021 a bloqué le dialogue entre les deux pays. Les lourdes peines de prison auxquelles ont été condamnés les manifestants continuent de peser sur la relation bilatérale.

Face à cette situation, une reprise du dialogue difficile

Ce n'est qu'au premier semestre 2022, face à l'ampleur des départs vers les Etats-Unis, que le

dialogue entre Washington et La Havane a progressivement repris. **L'ambassade des Etats-Unis à Cuba a relancé, à partir de mai 2022, la délivrance de visas pour les Cubains souhaitant émigrer aux Etats-Unis**, d'abord de façon limitée, puis totale depuis janvier 2023 (sauf visa de tourisme).

Annoncé le 5 janvier 2023 par la Maison-Blanche, **l'élargissement du processus de « parole » (initialement créé pour les Vénézuéliens) aux Nicaraguayens, aux Haïtiens et aux Cubains prévoit l'entrée aux États-Unis de 30 000 ressortissants de ces quatre pays par mois.** Pour être admissible, le bénéficiaire devra respecter des conditions strictes, comme avoir un garant basé aux Etats-Unis ayant été vérifié et confirmé par les autorités étatsuniennes ou encore se soumettre à des contrôles de sécurité nationale. A leur arrivée, les bénéficiaires du processus obtiendront une autorisation d'admission temporaire, permettant de vivre et de travailler jusqu'à deux ans sur le sol étatsunien. Toutefois, les migrants ayant traversé irrégulièrement la frontière du Panama, du Mexique ou des États-Unis après le 5 janvier ne seront quant à eux pas éligibles et feront l'objet d'une expulsion vers le Mexique, qui acceptera le retour de 30 000 personnes par mois. Si la nouvelle voie légale semble plus sûre et moins onéreuse que le passage irrégulier de la frontière, son impact doit encore être évalué.

En tout état de cause, cette nouvelle procédure n'a que marginalement libéré la pression économique sur l'île. En l'absence de mesures fortes pour revenir sur les sanctions précédemment imposées, Cuba continue de souffrir du blocus sur fond de déliquescence de son outil productif. Cette vague d'immigration va durablement impacter la croissance du pays et sa pyramide démographique dès lors qu'une majorité de candidats à l'émigration sont formés et en âge de travailler.

La reprise des transferts de fonds : un pas en avant dans la relation entre les deux pays

En parallèle de la nouvelle procédure d'admission des Cubains, **il a été également annoncé la reprise des envois de fonds vers Cuba depuis les Etats-Unis via Western Union**, entreprise spécialisée dans les transferts d'argent internationaux. La réouverture de ce service, source importante de revenus pour les

¹ Le titre III de la loi « Helms-Burton » autorise les citoyens américains dont les biens ont été confisqués par l'État cubain à porter plainte devant les tribunaux américains contre les personnes qui pourraient s'en enrichir.

familles cubaines (les *remesas*² étaient estimées à 3,5 Mds USD en 2019, dont 90% en provenance des Etats-Unis), intervient deux ans après la suspension totale des opérations à Cuba.

L'argent envoyé depuis l'une des succursales de l'entreprise, dans la limite de 2 000 USD par personne et par jour, sera crédité sur des comptes en devises hébergés par la banque populaire d'épargne, la banque métropolitaine et la banque de crédit et de commerce. Le projet pilote, initié début 2023 dans la région du Grand Miami (zone hébergeant la plus grande population de Cubains-Américains du pays), s'est progressivement étendu au reste du pays (plus de 4 000 succursales actives en mars 2023).

L'annonce par les autorités cubaines en avril du retour des dépôts en USD auprès des établissements bancaires cubains participe à cette ouverture.

Entre positionnement politique et intérêts économiques, une relation ambivalente

Toutefois, un réchauffement plus poussé des relations entre les deux pays, qui aurait pu permettre de soutenir la récupération de l'économie cubaine, reste conditionné à une évolution politique du régime, en particulier sur les droits de l'Homme. Le maintien du régime actuel de sanctions américaines continue de peser sur la situation économique de l'île, tout en privant les Etats-Unis d'opportunités au regard de sa diaspora cubaine.

Cette ambivalence entre positionnement politique et intérêts économiques s'illustre à travers deux propositions de loi, présentées par les législateurs américains en mars 2023.

D'une part, un premier projet vise à lever l'embargo commercial imposé à Cuba par les Etats-Unis sur les produits agricoles. Cuba représente en effet un potentiel marché d'exportation pour les Etats-Unis, en raison

notamment de leur proximité géographique et des besoins inhérents à celui d'une île, où la production locale y est nécessairement limitée. La levée des sanctions commerciales permettrait ainsi une augmentation de 166% en 5 ans des exportations de blé, de riz et de soja, soit potentiellement 800M USD, selon la commission de commerce international américaine. En 2022, les exportations de produits agricoles et alimentaires vers Cuba ont généré plus de 300M USD (quasi-exclusivement de la viande de poulet). D'autre part, un deuxième projet de loi, intitulé « Aucune marque ne sera volée en Amérique », vise à protéger les intérêts d'entreprises américaines dont les actifs ont été saisis par le gouvernement cubain.

Commentaires :

L'élection de Joe Biden n'aura pas permis d'avancées majeures sur le plan économique. Malgré la volonté affichée des Etats-Unis de soutenir le peuple cubain, poussé en ce sens par l'importante communauté cubaine en Floride, le maintien du régime actuel de sanctions continue de peser sur la situation économique. Parallèlement, Cuba n'arrive pas à mettre en œuvre les réformes nécessaires afin de relever les défis économiques majeurs auxquels elle est actuellement confrontée. Deux ans après l'arrivée au pouvoir de Biden, les espoirs de voir un allègement significatif des sanctions américaines semblent s'éloigner dans le sillage de la prochaine élection présidentielle de 2024 et des divergences de position entre républicains et démocrates.

Sailé Ruiz-Tudó et Fiona De Sainte Maresville
saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr
fiona.desaintemaresville@dgtresor.gouv.fr

La santé à l'international : rebond d'un secteur d'excellence grâce la biotechnologie ?

L'économie cubaine, largement dépendante du tourisme, a connu une récession très importante (chute de 11,3% du PIB réel en 2020). Les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont réduit les revenus touristiques (1,1M de visiteurs en 2020 contre 4,3M en 2019) et, par conséquent, les entrées de devises. Si la reprise de l'activité touristique semble amorcée, les résultats sont encore bien loin de la situation pré-pandémie. Face au besoin de liquidités

grandissant, la coopération médicale internationale occupe une place importante dans la stratégie gouvernementale. Les services médicaux sont ceux qui ont le mieux résisté à la crise économique, leur exportation à l'étranger représentant une véritable opportunité financière pour l'île. Dotée d'un secteur biotechnologique très performant, Cuba cherche à mieux tirer parti de cette filière d'excellence et conclure de nouveaux partenariats internationaux.

² Transferts de fonds des émigrés, installés pour la plupart aux Etats-Unis, ou en Europe. Les *remesas* représentent une source essentielle de devises pour l'économie cubaine.

Le système de santé cubain, une image de marque à l'international

Désigné comme priorité nationale à la suite de la Révolution cubaine en 1959, le secteur de la santé figure en haut de l'agenda gouvernemental cubain comme en atteste l'investissement annuel budgétaire (plus de 1,7% du PIB en 2021). **La santé cubaine a progressivement réussi à s'imposer dans le monde comme une image de marque du pays et demeure l'un des piliers de la communication cubaine à l'extérieur.**

Le nombre de médecins étrangers venant se former à Cuba est un des principaux indicateurs de la force d'attraction du secteur de la santé cubaine. Ainsi, l'école d'Amérique latine de médecine (ELAM) attire de nombreux étudiants étrangers. Sur 100 000 étudiants, près de 10% sont étrangers, provenant de 143 pays. Si certains bénéficient de bourses octroyées par le gouvernement cubain et couvrant l'intégralité de leurs frais de scolarité, la majorité doit autofinancer sa formation, représentant une entrée de devises importante pour le pays. Par ailleurs, **Cuba s'est illustrée par l'aide apportée aux pays en difficulté face au COVID et par le développement de vaccins contre le virus que le pays a exporté à de nombreux partenaires.**

Cette image est cependant à nuancer car le système de santé cubain a été mis à rude épreuve du fait de sous-investissements ces 30 dernières années, par le départ de nombreux professionnels ainsi que par les graves pénuries de médicaments et de matériel médical de base.

Les services médicaux comme source importante de devises pour l'île

Profitant de la renommée de son secteur de la santé, **Cuba a envoyé des médecins dans 57 pays (24 413 en 2022, un chiffre en baisse par rapport à 2019, où près de 30 000 médecins avaient été envoyés à l'étranger).**

Ces professionnels de santé, dont le traitement par le gouvernement cubain fait l'objet de critiques par certaines organisations de défense des droits humains³, interviennent lors de situations de désastres naturels (tremblement de terre Pakistan en 2005, en Haïti en 2010) ou épidémiologiques (lutte contre Ebola en 2014, contre le COVID en 2020), mais également sur des partenariats de plus long terme lorsque les pays font face à des déficits de personnel de santé (cas de nombreux pays latinoaméricains et

certains africains). Ainsi, pendant le COVID, Cuba a beaucoup communiqué sur l'envoi de médecins à l'étranger et notamment vers des pays européens comme en Italie (près de 500 professionnels cubains ont été déployés en Calabre) et en France (une délégation de 15 médecins cubains s'est rendue en Martinique).

Si les services médicaux ont représenté une source majeure de devises pour le pays pendant la crise COVID (4,3 Mds USD en 2021, soit 45,8% des entrées de liquidité, contre 28,4% en 2019), ce chiffre reste bien loin des recettes enregistrées avant la pandémie (8,2 Mds USD en 2014 et 6,4 Mds USD en 2018). Cette chute progressive s'explique par l'interruption de plusieurs programmes de coopération en Amérique latine, à mesure que des gouvernements moins favorables à Cuba s'installaient dans le continent : Jair Bolsonaro au Brésil, Janin Añez en Bolivie, Lenin Moreno en Equateur. Au Brésil, le positionnement anti-cubain de J. Bolsonaro a provoqué fin 2018 le retour au pays des 8 000 médecins cubains qui avaient été envoyés dans le cadre du programme « *Mais Medicos* », lancé en 2013 par le gouvernement de Dilma Rousseff.

Le virage à gauche de l'Amérique latine avec, entre autres, le retour en janvier 2023 de Lula au pouvoir au Brésil, devrait enrayer cette baisse, sans pour autant relancer significativement la coopération médicale dans le continent. Si le Mexique a signé un accord pour la réception de 500 médecins cubains, dans le cadre du Plan de Santé pour le Bien-être, lancé en 2022, aucun autre pays de la zone n'a fait d'annonce allant en ce sens.

La biotechnologie : nouvelle opportunité financière pour l'économie cubaine ?

Secteur de pointe et reconnu à l'internationale, **la biotechnologie cubaine constitue une nouvelle opportunité économique et financière pour l'île.** Selon l'Office national des statistiques et de l'information (ONEI), ce secteur représente près de 235M USD de revenus pour l'année 2021. Dès la fin des années 1980, les autorités cubaines ont décidé de développer un secteur biotechnologique de pointe.

La qualité de cette filière et ses succès en termes de recherche et développement ont finalement fait de l'île un acteur reconnu à l'échelle internationale, comme en témoignent la distribution de vaccins contre la méningite à l'organisation mondiale de la santé (OMS), le

³ Dans son [Rapport mondial 2023](#), publié en janvier 2023, l'ONG *Human Rights Watch* dénonce les violations par le gouvernement cubain des droits des travailleurs de la santé envoyés à l'étranger (restrictions à leur vie privée, à leur liberté de mouvement, ainsi qu'à leur liberté d'expression et d'association).

fonds des nations unies pour l'enfance (UNICEF) ou la vente en direct. Plus récemment, Cuba s'est illustrée par le développement de cinq vaccins expérimentaux contre le COVID-19⁴. Si le vaccin n'a pas reçu d'homologation de l'OMS, il a tout de même été exporté dans plusieurs pays amis (Venezuela, Iran, Mexique, Nicaragua, etc), ce qui a permis de générer 162M USD en 2022, selon le ministère de l'économie cubain.

La biotechnologie est aussi un des principaux secteurs de coopération internationale. Cuba a développé des partenariats avec des entreprises de différents pays, comme l'Iran et la Chine. Suite à la pandémie, les gouvernements chinois et cubain ont réaffirmé leur alliance stratégique dans le domaine de la biotechnologie en signant notamment quatre nouveaux protocoles d'accord sur la coopération médicale. Par ailleurs, à l'occasion de la XVIIIe Commission conjointe du commerce et de la coopération économique irano-cubaine, réunie à Téhéran en mai 2022, 13 nouveaux accords ont été signés pour renforcer les liens et la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de la santé. L'Institut Finlay de Vacunas (IFV) et l'Institut Pasteur d'Iran ont par ailleurs signé un partenariat pour produire le vaccin Sobrana 2 contre le Covid-19 en Iran.

Des perspectives de coopération dans la recherche et développement

Au niveau français, le Fonds de contrevaletur (FCV) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont apporté un financement de 45M EUR (20M EUR de dons et 25M EUR de prêts) pour appuyer l'IFV dans la modernisation de ses infrastructures de production de vaccins contre

la méningite et la pneumonie. En aidant Cuba à renforcer sa capacité de production, l'objectif est double : favoriser l'exportation de vaccins, notamment vers les pays africains qui mènent des campagnes de vaccination ponctuelles afin de contrer les vagues de maladies, tout en permettant l'entrée de devises dans le pays.

Par ailleurs, **les avancées en matière de recherche et développement ainsi que d'innovation de l'île offrent de nouvelles pistes de coopération, notamment en matière de médecine préventive.** En effet début 2023, Cuba a lancé une nouvelle étude pour élaborer un vaccin contre la dengue et prévoit un nouveau système de diagnostic rapide de la maladie qui devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, le *Melagenina Plus*, développé par le centre d'histothérapie placentaire, fait actuellement l'objet d'un essai clinique. Ce traitement pourrait s'avérer efficace contre les maladies de la peau telles que le Vitiligo. Le centre national des biopréparations (BioCen) a, quant à lui, prévu une série de projets tels que le développement de moyens pour les vitroplants dans les cultures d'importance économique pour le pays comme la canne à sucre, la banane et la pomme de terre, ou encore le développement d'un traitement de la maladie d'Alzheimer. **Si ces projets de recherche, médicale aboutissent, ils pourraient offrir à Cuba de nouvelles opportunités de partenariats internationaux.**

Fiona De Sainte Maresville

fiona.desaintemaresville@dgtresor.gouv.fr

Les financements du Fonds de contrevaletur à Cuba

Le Fonds de contrevaletur (FCV) accompagne des projets nationaux en faveur de la santé, secteur prioritaire de la Feuille de route bilatérale

Deux décaissements du Fonds de contrevaletur ont été réalisés sur le dernier trimestre 2022 : d'une part un décaissement de 1,2 M EUR pour le projet de l'institut Finlay, le 29 novembre 2022 et d'autre part 1,1 M EUR pour le projet « INHEM⁵ », le 1er décembre 2022.

Le projet de l'Institut Finlay de vacunas (IFV) vise à renforcer les capacités de production de vaccins en modernisant ses infrastructures et à

créer de nouvelles capacités de production pour le développement de vaccins conjugués de type 2 dits de nouvelle génération. Le coût total du projet est estimé à près de 46 M EUR dont 20,11 M EUR, financés par le Fonds de contrevaletur. A date, 1,4 M EUR ont été réellement réalisés. Ce projet entend répondre aussi bien à la demande nationale de vaccins qu'aux besoins des pays en développement.

Le projet « INHEM » vise à la modernisation du réseau de laboratoires de l'INHEM, pour augmenter les capacités d'analyse, d'une part, des laboratoires et d'autre part des 16 centres

⁴ Trois de ces vaccins ont été utilisés dans la vaccination de masse à Cuba (Abdala, Soberana 02 et Soberana Plus). Les résultats de leur efficacité n'ont pas été homologués dans des revues scientifiques internationales, mais le pays a vacciné plus de 90% de sa population.

⁵ L'INHEM est d'un centre de référence national qui gère le registre sanitaire validant la commercialisation et diffusion des produits (alimentaires, manufacturés...) à Cuba, après analyses technico-chimique. Il a également un rôle de suivi de la qualité de l'eau, de l'air et des aliments sur l'île.

provinciaux d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie. Il s'agit d'un projet d'envergure de mise à niveau de trois institutions de santé publique du ministère de la santé (MINSAP) : l'IPK (Institut National Pedro Kouri), l'INHEM (L'Institut national d'hygiène, épidémiologie et microbiologie) et de l'INEF (L'Institut de néphrologie « Dr. Abelardo Buch Lopez »). Ce projet bénéficie de deux cofinanceurs l'AFD et l'Union Européenne. Sur un coût total de 6,9 M EUR, le Fonds de Contrevalet contribue à hauteur de 3,2 M EUR.

Le secteur de la santé est une des priorités de la Feuille de route bilatérale. L'ambition est de développer une coopération soutenue et diversifiée. Les investissements prévus dans le cadre de ces deux projets devront permettre à Cuba de renforcer son positionnement stratégique en matière de santé et de biotechnologies.

Amélie Nolar

amelie.nolar@dgtresor.gouv.fr

Mission de l'Ambassade dans l'Orient cubain

Du 11 au 17 janvier 2023, l'Ambassadeur s'est rendu à Camagüey et à Santiago de Cuba pour voir les projets financés par la France, et notamment par le Fonds de contrevalet. Il a également visité l'Alliance française de Santiago et a rencontré la communauté française des provinces orientales.

A Camagüey les équipes de l'INRH (Institut nationale des ressources hydriques) ont présenté l'avancement du projet Post-Irma, qui porte sur la réhabilitation de conduite d'eau affectées par l'ouragan Irma. Les réparations faites ont permis de réduire les fuites d'eau dans les conduites, ce qui est fondamental alors que la région est touchée par la sécheresse.

La visite de deux fermes dans la province de Camagüey a montré les impacts positifs du projet Prodegan sur la production de lait et de viande bovine. L'arrivée de matériel agricole, la mise en place de bonnes pratiques d'élevage et le débroussaillage d'aires envahies par le marabu ont permis à certaines fermes d'augmenter leur production. L'objectif est de répandre l'ensemble des bonnes pratiques à l'ensemble des fermes du projet.

La visite du café Dranguet et de l'ancienne ferme caféière française *La Fraternidad* à Santiago de Cuba a permis de rappeler l'influence française dans la région et de suivre les travaux de réhabilitation de la route d'accès à *La Fraternidad*. Cette route permettra de désenclaver une région rurale, favoriser la production agricole locale et promouvoir le tourisme de nature et de patrimoine.

La France a financé l'achat de matériel médical pour le traitement de patients atteints de maladies rénales, les échanges avec les patients de l'hôpital général Dr. Juan Bruno Zayas Alfonso ont permis de se rendre compte de l'importance de ces équipements et de l'amélioration des conditions de traitement.

Deux ateliers ferroviaires situés dans la province de Santiago de Cuba, à San Luis, nécessitent des réparations et une modernisation afin de pouvoir entretenir les voitures de voyageurs qui relient Santiago à La Havane. La visite du lieu a permis de se rendre compte des besoins du bénéficiaires et des actions qui seront réalisées.

Au cours de la mission l'Ambassadeur a également rencontré les autorités locales et a visité l'Université d'Oriente, à Santiago de Cuba.

Le reste de l'actualité en bref

Pénurie de carburants à Cuba, partie pour durer...

Confrontée régulièrement à des pénuries de carburants, Cuba vit depuis 15 jours le déficit le plus prolongé de ces derniers mois. La diminution des échanges avec les pays fournisseurs ainsi que les sanctions américaines ont été évoquées comme des facteurs explicatifs par les autorités. Cette situation a conduit le gouvernement à mettre en place des mesures de restriction. Une des mesures vise la réduction de la consommation d'électricité du pays, l'électricité étant une des premières sources de consommation de carburants. Dans les entreprises publiques et administrations, les horaires ont été réduits, la climatisation arrêtée pendant des plages horaires définies, à cela a pu s'ajouter des coupures d'électricité.

Par ailleurs, une réduction drastique du nombre de véhicules opérant dans le pays, y compris taxis et bus, a été également constatée durant les dernières semaines.

De plus, depuis le 18 avril, le gouvernement de la capitale a restreint le volume des ventes de carburants pour les véhicules de particuliers. La décision, prise en raison du niveau élevé de la demande, a limité les automobilistes à 40 litres d'essence ou à 100 litres de diesel, et en parallèle, la vente de carburants dans des bidons transportables manuellement, a été interdite pour le moment.

Cuba consomme près de 8,3M de tonnes de carburants chaque année (dont près de 600 tonnes d'essence par jour). Comme la production nationale permet de couvrir que 40% de la consommation interne, les flux d'importations de pétrole pèsent fortement sur l'économie cubaine.

La production sucrière 2022-2023 préoccupe

Autrefois motrice de l'économie cubaine, aujourd'hui la production sucrière préoccupe. Puisseurs usines peinent à atteindre leurs objectifs de production : l'usine Azucarera Dos Rios, à Santiago, a atteint uniquement 53,7 % de son objectif, le groupe Azcuba Sugar, à Ciego de

Ávila, 50,9%. Ce secteur économique n'est pas épargné par les problèmes de vétusté des machines de production ou encore de manque de carburant. Il reste, désormais, à attendre les résultats des 23 usines mobilisées sur cette campagne sucrière.

Le Vietnam multiplie les projets industriels dans la zone de Mariel

Une nouvelle société vietnamienne, succursale de l'entreprise Agri VMA, a reçu l'autorisation de s'implanter dans la Zone Spéciale de développement de Mariel (ZEDM). L'entreprise développera l'élevage porcin ainsi que la production et la commercialisation d'aliments pour le bétail. Agri VMA fait ainsi du Vietnam le pays le plus représenté à la ZEDM avec 5 sociétés. Avec ce nouvel investissement, estimé à 21 M USD, 63 entreprises sont désormais installées à Mariel. Elles auraient contribué à la création de plus de 10 500 emplois directs.

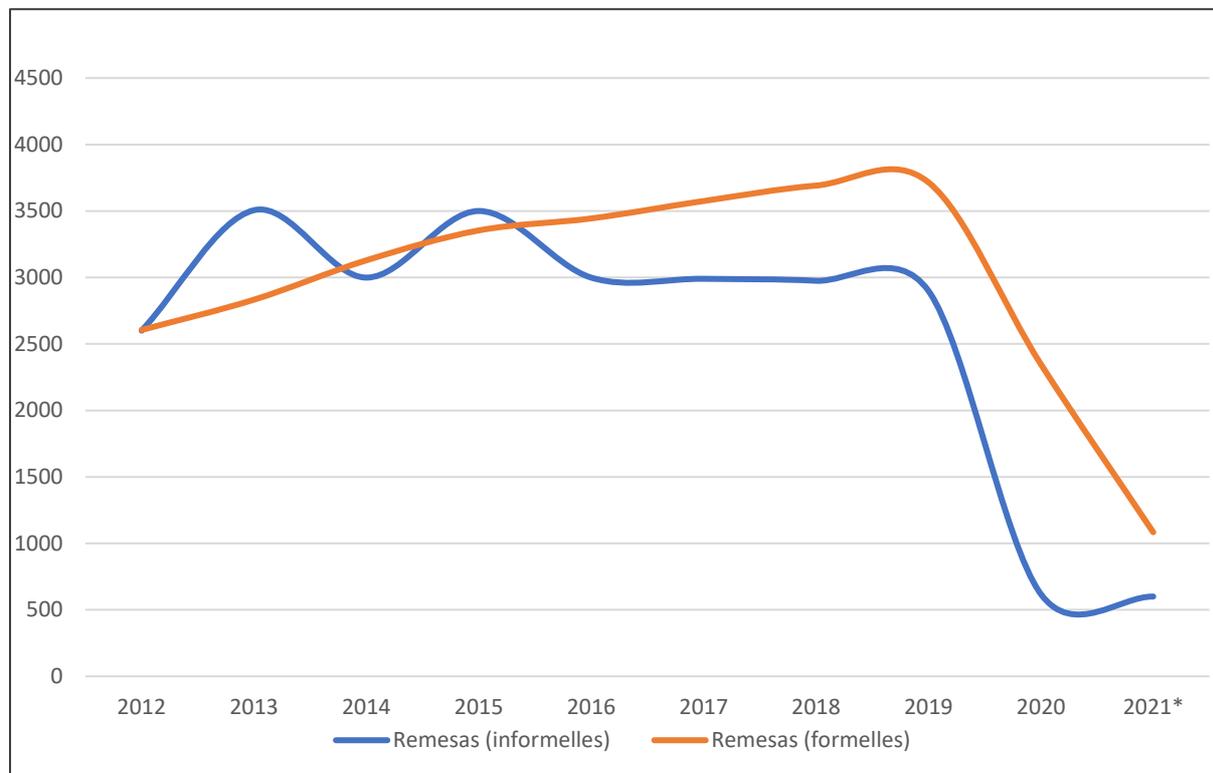
Cuba réautorise les dépôts en dollars dans son système bancaire

La Banque centrale de Cuba (BCC) a annoncé, lundi 10 avril, la reprise des dépôts en espèces en dollars américains (USD). Ce changement dans la politique monétaire de l'île tente de répondre à l'urgence de la situation économique en accroissant l'entrée de devises. La BCC a par ailleurs indiqué que les mesures visant à « empêcher les dépôts de dollars américains en espèces à l'étranger » restaient en vigueur. Pour rappel, les dépôts en USD avaient été suspendus en juin 2021, du fait des difficultés rencontrées par le système bancaire cubain pour trouver des banques ou institutions financières étrangères qui acceptent d'effectuer des transactions en dollars. La mesure avait affecté principalement ceux qui recevaient des « remesas », ouvrant ainsi la voie à la consolidation de l'euro en tant que monnaie de référence.

Sailé Ruíz-Tudó
saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr

Focus statistique : Les transferts d'argent vers Cuba

Evolution de l'envoi de « remesas » en M USD (2012-2021)



Source : élaboré par le Service économique, à partir des données de Havana Consulting Group, ONU et articles divers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international